NOTICE ANNUELLE

1er mars 2001

AVANT-PROPOS

Introduction

La Banque Laurentienne du Canada (« la Banque ») a fourni son analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (« l'Analyse de la direction ») aux pages 21 à 37 du rapport annuel de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2000 (« le Rapport annuel 2000 »).

Documents incorporés par renvoi

Certaines parties des documents suivants sont incorporées par renvoi à la présente notice annuelle, tel qu'indiqué :

i) l'Analyse de la direction;

ii) le Rapport annuel 2000;

iii) la Circulaire de sollicitation de procurations de la Banque, jointe à l'avis d'assemblée annuelle des actionnaires daté du 8 février 2001 (« la Circulaire »).

TABLE DES MATIÈRES

RUBRIQUE 1 - CONSTITUTION DE LA BANQUE ET DE SES FILIALES 4
RUBRIQUE 2 - DÉVELOPPEMENT DE LA BANQUE 4
RUBRIQUE 3 - ACTIVITÉS DE LA BANQUE 6
Organisation de la Banque 6
Comité de direction 6
Comité de planification 6
Services financiers aux particuliers 6
B2B Trust et Services financiers aux intermédiaires 8
Services financiers aux entreprises 10
Courtage et marchés financiers 11
Services corporatifs 11
Trésorerie, Marchés financiers et Gestion de risques 11
Finances et Vérification 12
Technologies de l'information et Gestion immobilière 12
Ressources humaines et Affaires corporatives 13
Liquidités et placements 13
Portefeuille de prêts 13
Prêts douteux 14
Immeubles 14
Protection de l'environnement 14
Dépôts 15
Capital 15
Concurrence 15
Renseignements financiers consolidés de la Banque et de ses filiales 15
Opérations entre apparentés 15
Restructuration importante 15
RUBRIQUE 4 - PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES DE LA BANQUE 16
Dividendes 16
RUBRIQUE 5 - MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES 17
RUBRIQUE 6 - CONSEIL D'ADMINISTRATION ET MEMBRES DE LA DIRECTION 17
Conseil d'administration 17
Membres de la direction 17
RUBRIQUE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES 21
RUBRIQUE 8 - ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION 22

NOTICE ANNUELLE

RUBRIQUE 1 - CONSTITUTION DE LA BANQUE ET DE SES FILIALES

La Banque Laurentienne du Canada (« la Banque ») fut fondée à Montréal en 1846 comme société mutuelle d'épargne. Elle est devenue une société par actions en vertu d'une charte octroyée le 27 avril 1871 aux termes d'une loi du parlement du Canada concernant les banques d'épargne.

La Banque était connue, avant le 28 septembre 1987, sous le nom de Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal. C'est à cette date que la Banque est devenue une banque à charte de l'annexe II de la Loi sur les banques (Canada), aux termes de lettres patentes alors émises par le ministre des Finances du Canada.

Le 12 novembre 1997, la Société financière Desjardins-Laurentienne, qui détenait 10 357 623 actions ordinaires de la Banque, soit 57,5 % des actions de cette catégorie, a vendu celles-ci par voie d'une distribution secondaire. De ce fait, la Banque est devenue une banque figurant à l'annexe I de la Loi sur les banques (Canada).

Le siège social et principal établissement de la Banque est situé au 1981, avenue McGill College, Montréal (Québec) H3A 3K3.

Au 31 octobre 2000, la Banque détenait, directement ou indirectement, toutes les actions votantes et non votantes, le cas échéant, des filiales suivantes : B2BTrust (auparavant Compagnie de fiducie Sun Life), régie en vertu de la Loi sur les compagnies de fiducie et de prêt (Canada); BLC Trust (auparavant Trust BLC et auparavant Société d'Épargne et d'Hypothèque Banque Laurentienne), incorporée en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt (Canada); Trust La Laurentienne du Canada Inc. (« Trust La Laurentienne »), régie en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (Québec); Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc. (auparavant BLC Valeurs mobilières inc. et auparavant BLC Rousseau inc.) incorporée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions; BLC Services financiers inc. (auparavant Service de placements Banque Laurentienne inc.), incorporée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions; et BLC Capital inc. (auparavant Corporation Placements Banque Laurentienne), incorporée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. La Banque détenait également 51 % des actions ordinaires de Corporation financière Brome inc., incorporée en vertu de la Partie IA de la Loi sur les compagnies (Québec), et 50,1 % des actions ordinaires de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc., incorporée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

RUBRIQUE 2 - DÉVELOPPEMENT DE LA BANQUE

Au mois de juin 1996, Trust La Laurentienne, filiale en propriété exclusive de la Banque, a acquis toutes les actions ordinaires et subalternes de Trustco Prêt et Revenu inc. Cette dernière exploitait par l'entremise de sa filiale Trust Prêt et Revenu un réseau de neuf succursales au Québec et en Ontario. Dans le cadre de l'intégration de ce réseau, Trust La Laurentienne du Canada Inc. a fusionné avec Trust Prêt et Revenu le 30 décembre 1996 pour créer Trust La Laurentienne du Canada Inc. Le réseau de succursales est maintenant opéré conjointement par la Banque et Trust La Laurentienne.

Le 1er novembre 1998, la Banque a acquis 51 % des actions de Corporation financière Brome inc. (« Brome ») par le biais d'une nouvelle émission d'actions. Brome, qui existe depuis 1994, est une entreprise active dans le domaine de l'affacturage et du financement des PME. Grâce notamment à cet investissement de la Banque, Brome concluait, le 6 novembre 1998, l'acquisition de la division Financement Mercantile Commcorp de Newcourt Financial Ltd. Le principal partenaire de la Banque dans Brome est le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ).

Le 14 septembre 1999, la Banque et la Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque ont annoncé la mise sur pied d'une entreprise conjointe de fonds d'investissement sous la raison sociale BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. Quelques mois plus tard, la Banque a vendu à BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. toutes les actions de sa filiale de gestion de portefeuille, Laurvest inc. et a fusionné les deux compagnies.

Le 1er février 2000, Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc., filiale en propriété exclusive de la Banque, a complété l'achat de toutes les actions émises et en circulation de la firme de courtage Tassé & Associés, Limitée., active dans 13 municipalités du Québec. La Banque recrutait ainsi, par l'intermédiaire de sa filiale, plus d'une centaine de représentants conseils au Québec et élargissait les services aux particuliers de Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc. à plus de 12 000 clients.

Le 1er mars 2000, la Banque a acquis la totalité du capital-actions émis et en circulation de la Compagnie de fiducie Sun Life. Cette acquisition a permis à la Banque d'ajouter les prêts hypothécaires résidentiels à la gamme de produits qu'elle offre aux intermédiaires financiers indépendants et d'augmenter de plus de 500 le nombre de ces intermédiaires avec lesquels la Banque entretient des relations d'affaires. Puis, le 5 avril 2000, la Banque a annoncé que la Compagnie de fiducie Sun Life deviendrait B2B Trust, une filiale agissant à titre de grossiste de produits et services financiers génériques auprès des intermédiaires financiers indépendants et des organisations financières et de détail pour leur fournir des produits et services bancaires et financiers sous leurs propres marques. La Banque et B2B Trust ont annoncé le 11 janvier 2001, le dépôt d'un prospectus provisoire en vue d'un premier appel public à l'épargne visant les actions ordinaires de B2B Trust; cependant, le 22 février 2001, la Banque et B2B Trust ont également annoncé que compte tenu des conditions défavorables de marchés, ce premier appel public à l'épargne était différé.

La Banque a finalisé l'acquisition de 43 succursales de la Banque de Nouvelle Écosse au Québec, le 1er novembre 2000. Situées principalement à l'extérieur des grands centres urbains du Québec, ces nouvelles succursales représentent un bassin de 165 000 clients.

Le 1er mars 2001, la Banque a annoncé qu'elle apportait un changement à l'information sectorielle présentée dans ses états financiers: il y a maintenant trois lignes d'affaires déclarables conformément aux principes comptables : Services financiers aux particuliers, B2B Trust et Services financiers aux intermédiaires et Services financiers aux entreprises. Le Courtage et les marchés financiers font maintenant partie de la catégorie « Autres ».

Des renseignements supplémentaires concernant le développement de la Banque se retrouvent sous la rubrique « Revue des activités » aux pages 9 à 19 du Rapport annuel 2000. Ce texte est incorporé par renvoi.

RUBRIQUE 3 - ACTIVITÉS DE LA BANQUE

Organisation de la Banque

Les principales activités de la Banque sont identifiées en fonction de quatre lignes d'affaires : les Services financiers aux particuliers; les Services financiers aux entreprises; B2B Trust et Services financiers aux intermédiaires; et Courtage et marchés financiers. Ces lignes d'affaires sont soutenues par un ensemble de services corporatifs.

Comité de direction

La direction de la Banque est assumée par le président et chef de la direction. Un comité de direction, formé du président, de huit vice-présidents exécutifs et d'un premier vice-président, élabore les stratégies à long terme de la Banque et discute des questions importantes auxquelles la Banque doit faire face. Ce comité se réunit régulièrement, ordinairement aux deux semaines.

Comité de planification

Les membres du comité de direction sont également membres du comité de planification de la Banque. D'autres dirigeants de la Banque font également partie de ce comité. On trouvera à la rubrique 6 le nom de tous les membres de ce comité. Ce comité se réunit sous la direction du président au moins deux fois par année pour faire le point sur le plan d'affaires de la Banque.

Services financiers aux particuliers

Sous la responsabilité du vice-président exécutif, Services financiers aux particuliers, cette ligne d'affaires offre un éventail de services financiers par l'intermédiaire d'un réseau de 246 succursales dont 177 sont situées au Québec, 52 en Ontario et 17 dans l'Ouest canadien. La Banque dispose en plus d'un réseau de 367 guichets automatiques. Par l'entremise des réseaux Interac et Plus System, la Banque permet à sa clientèle d'avoir accès à quelque 836 000 guichets automatiques à travers le monde.

La direction du développement des affaires des services de détail des régions desservies par la Banque est confiée à deux premiers vice-présidents, alors qu'un troisième assure la gestion de l'ensemble des services administratifs. Un vice-président est responsable des services financiers aux petites entreprises alors qu'un autre gère, pour l'ensemble du territoire, les produits réglementés (tels les fonds communs de placement IRIS), la distribution des fonds communs de placement externes, les services fiduciaires, le Centre télébancaire ainsi que les comptes nationaux de financement aux points de vente.

Les responsabilités de nature corporative sont partagées entre deux vice-présidences :

1) Administration, regroupant la planification et le contrôle financier, le support aux ventes, les services financiers électroniques et les programmes d'amélioration de la qualité;

2) Marketing, responsable du positionnement stratégique des produits ainsi que des systèmes d'information clients.

Services bancaires

Par le biais de son vaste réseau de succursales, la Banque propose une gamme de comptes de dépôts personnels simplifiée. La tarification favorise les détenteurs de forfaits – dont, entre autres, des forfaits à prix modique établis par la Banque en conformité avec les normes fédérales – ainsi que les utilisateurs de services électroniques. Cette approche reflète les tendances du marché et correspond aux nouveaux besoins de la clientèle.

La Banque offre plusieurs autres produits et services dont la carte de crédit, la carte de débit, les coffrets de sûreté, les chèques de voyage, les services de change étranger, les mandats personnels, la protection sur les comptes à découvert, l'assurance-vie et invalidité crédit et plusieurs forfaits bancaires. Elle offre également un service téléphonique, BLCDirect, relié à un Centre télébancaire, ainsi qu'un ensemble de services électroniques disponibles par le biais d'un site Internet.

La Banque offre par ailleurs sa propre famille de fonds communs de placement – les fonds IRIS – ainsi que les fonds R et les fonds Merrill Lynch qui ont fait l'objet d'ententes de distribution. De plus, la Banque a sélectionné une gamme de 30 fonds communs de placement parmi six familles canadiennes de fonds communs de placement – AIC; AIM; Fonds CI; Fidelity Investments; Mackenzie; et Placements Spectrum – qu'elle offre sous l'appellation Sélection Banque Laurentienne.

Les prêts hypothécaires résidentiels constituent un élément important du portefeuille de prêts de la Banque. Ces prêts portent intérêt à un taux fixe ou flottant pour un terme pouvant varier de six mois à dix ans et sont amortissables habituellement sur une période de 20 ou 25 ans. En vertu des dispositions de la Loi sur les banques, la Banque ne peut prêter qu'à concurrence de 75 % de la valeur des biens immeubles qui constituent l'objet d'une garantie, sauf si le prêt est garanti en vertu de la Loi nationale sur l'habitation. Dans ce cas, la Banque peut prêter jusqu'à concurrence de 95 % de la valeur des biens immeubles.

Parmi la gamme de produits de crédit offerts aux particuliers, on retrouve une variété de prêts personnels, les marges de crédit, les prêts étudiants et les prêts hypothécaires.

Comme les autres services bancaires, les produits de crédit doivent être adaptés aux besoins et aux attentes des consommateurs. Le développement de nouveaux produits et de nouveaux canaux de distribution répond à cette transformation des habitudes des clientèles. La Banque répond à cette tendance en offrant, d'une part, aux consommateurs des facilités de financement sur les lieux mêmes de leurs achats et, d'autre part, à des services publics ainsi qu'à des distributeurs et à des détaillants des programmes de financement adaptés à leurs besoins et à ceux de leurs clients.

Services administratifs et fiduciaires

Par l'intermédiaire de sa filiale Trust La Laurentienne, la Banque offre à sa clientèle des services de fiducie comprenant l'administration des biens et l'administration de régimes enregistrés.

Le vice-président exécutif, Services financiers aux particuliers, est également président de Trust La Laurentienne du Canada Inc.

La Banque, ainsi que ses filiales Trust La Laurentienne, BLC Trust et B2B Trust, sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada. Trust La Laurentienne, BLC Trust et B2B Trust sont également inscrits à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec. Par conséquent, les dépôts assurables confiés à chacune de ces institutions sont couverts par l'assurance-dépôts.

Une présentation plus détaillée des activités et des résultats des Services financiers aux particuliers se retrouve aux pages 9 à 11 du Rapport annuel 2000 sous la rubrique « Revue des activités ». Les résultats financiers des Services financiers aux particuliers sont présentés à la note 18 des états financiers consolidés « Information sectorielle » des pages 61 et 62 du Rapport annuel 2000. Ces textes sont incorporés par renvoi.

B2B Trust et Services financiers aux intermédiaires

Depuis l'acquisition de North American Trust Company en 1995, les services offerts par la Banque aux intermédiaires financiers indépendants (planificateurs financiers et courtiers en dépôts) ont connu une croissance exceptionnelle. La Banque est ainsi devenue pour ces intermédiaires l'un des plus importants administrateurs de régimes enregistrés autogérés (REER et FERR) au Canada, elle s'est taillée la première place sur le marché des agents en dépôts en plus d'être un chef de file sur le marché des prêts à l'investissement.

Sous la responsabilité du vice-président exécutif, Services financiers aux intermédiaires, Assurances et Visa, cette ligne d'affaires est, entre autres, responsable des alliances stratégiques, ainsi que du développement et de l'administration des portefeuilles de régimes enregistrés autogérés, de prêts à l'investissement et de dépôts à terme.

Les Services financiers aux intermédiaires englobent la mise en marché des produits d'assurance crédit et de cartes de crédit offerts à la clientèle de la Banque et à celle des intermédiaires. La Banque offre également aux intermédiaires financiers un ensemble de services électroniques par le biais d'un site Internet conçu spécifiquement pour répondre à leurs besoins.

Dépôts

Par le biais de son réseau de distribution indépendant composé principalement de courtiers en dépôts et en valeurs mobilières, la Banque propose une sélection de dépôts à terme qui, au choix des clients, peuvent être effectués auprès de la Banque, de B2B Trust, de BLC Trust ou de Trust La Laurentienne. Combinée à une structure de service à la clientèle centralisée et efficace, cette approche permet de rejoindre les investisseurs désireux de jumeler rendements élevés et sécurité du placement traditionnel.

Au 31 octobre 2000, le portefeuille de dépôts des Services financiers aux intermédiaires – incluant le portefeuille de dépôts de B2B Trust – totalisait 4,5 milliards $, comparativement à 2,3 milliards $ à la même date en 1999.

Prêts personnels

Parmi les produits de crédit offerts aux particuliers, les Services financiers aux intermédiaires proposent une gamme complète de prêts à l'investissement et d'avances Visa. Les prêts à l'investissement sont distribués par des agents et intermédiaires financiers indépendants auprès de clients investisseurs qui souhaitent augmenter leur capacité d'achat de fonds communs de placement par le biais d'emprunts à des conditions avantageuses.

Au 31 octobre 2000, B2B Trust et les Services financiers aux intermédiaires détenaient un portefeuille de prêts personnels se chiffrant à 1,2 milliard $, comparativement à 993 millions $ au 31 octobre 1999.

Une présentation plus détaillée des activités et des résultats de B2BTrust et Services financiers aux intermédiaires se retrouve aux pages 11 à 13 du Rapport annuel 2000 sous la rubrique « Revue des activités ». Les résultats financiers des Services financiers aux intermédiaires sont présentés à la note 18 des états financiers consolidés « Information sectorielle » des pages 61 et 62 du Rapport annuel 2000. Ces textes sont incorporés par renvoi.

B2B Trust

B2B Trust a été mise sur pied à la suite de l'acquisition par la Banque, le 1er mars 2000, de la Compagnie de fiducie Sun Life. Le 14 juin 2000, des lettres patentes modificatives en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt, avec effet le 1er juillet 2000, ont permis de modifier cette dénomination pour B2B Trust.

Le 15 décembre 2000, B2B Trust a obtenu des lettres patentes modificatives en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt visant à supprimer les restrictions relatives aux sociétés fermées dans son acte de constitution. Le 5 février 2001, B2B Trust a obtenu du Surintendant des institutions financières du Canada l'approbation du regroupement de ses actions ordinaires à raison de trois pour une. Le siège social de B2B Trust est situé au 130, rue Adelaide Ouest, à Toronto (Ontario) M5H 3P5.

La principale activité d'affaires de B2B Trust consiste à permettre à des partenaires non bancaires de fournir des services bancaires et d'autres services financiers à leurs clients.

Pour mener à bien cette mission, B2B Trust dispose d'un éventail d'outils technologiques – dont un site Internet dédié – grâce auxquels la filiale peut offrir à ses clients un accès efficace à une gamme de produits génériques de paiement, d'épargne et de crédit ainsi qu'à certains produits complémentaires offerts par des représentants autorisés, tels les fonds communs de placement. Intermédiaires et détaillants peuvent également utiliser les plates-formes technologiques de B2B Trust pour distribuer leurs produits, dispenser leurs services, présenter des portails transactionnels et produire des relevés de comptes intégrés.

B2B Trust entretient des relations d'affaires avec plus de 10 000 intermédiaires financiers indépendants à travers le Canada, dont 80 % sont établis à l'extérieur du Québec. La filiale accorde également une attention particulière aux institutions et aux entreprises qui ont déjà établi des relations d'affaires privilégiées avec la Banque.

Au cours de l'exercice financier 2000, la Banque et B2B Trust ont ainsi signé des lettres d'entente avec la Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie et avec l'Association canadienne de compagnies d'assurances mutuelles; en début d'année 2001 deux autres ententes de principe ont été conclues avec Capital Teraxis et avec la Société canadienne des postes. Dans ce dernier cas, l'entente prévoit la fourniture de certains services de dépôts aux clients de la Banque et de B2B Trust dans des régions et des villes non desservies par leur réseau de succursales et de guichets automatiques.

Le 11 janvier 2001, la Banque et B2B Trust ont annoncé le dépôt d'un prospectus provisoire en vue d'un premier appel public à l'épargne visant les actions ordinaires de B2B Trust. L'émission a pour but de permettre à B2B Trust de réaliser son potentiel de croissance dans un secteur d'activités en développement. Cependant, le 22 février 2001, la Banque et B2BTrust ont également annoncé que compte tenu des conditions défavorables de marchés, ce premier appel public à l'épargne était différé.

Renseignements financiers de B2B Trust

	Bilan au 31 octobre 2000 (en milliers de dollars)
ACTIF	
Liquidités	378 249
Valeurs mobilières	126 586
Prêts	1 758 387
Autres	30 458
PASSIF	
Dépôts	1 975 976
Autres	143 937
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	
Actions ordinaires	134 094
Surplus d'apport	30 609
Bénéfices non répartis	9 064

	État des résultats de l'exercice terminé le 31 octobre 2000 (en milliers de dollars)
Revenu d'intérêt	150 943
Frais d'intérêt	97 474
Revenu net d'intérêt	53 469
Autres revenus	13 456
Autres frais d'exploitation	37 370
Revenu avant impôts sur le revenu	29 355
Impôts sur le revenu	13 666
Revenu net	15 689

Services financiers aux entreprises

Depuis 1987, la Banque offre un ensemble de services financiers aux moyennes et grandes entreprises canadiennes, ainsi qu'aux promoteurs et entrepreneurs immobiliers. Depuis le début de 2001, cette clientèle a également accès à un site Internet spécifique. Ces services sont sous la responsabilité du vice-président exécutif, Services financiers aux entreprises, qui est également président du conseil de Corporation financière Brome inc.

Au cours des dernières années, cette ligne d'affaires a connu une croissance rapide, tant du côté de son actif que de sa rentabilité, l'actif étant passé de 1,6 milliard $ en 1995 à 2,9 milliards $ en l'an 2000, et la contribution directe de 4,8 millions $ à 56,1 millions $ pour la même période.

Au 31 octobre 2000, les Services financiers aux entreprises géraient un portefeuille de 2,9 milliards $ d'hypothèques commerciales et de prêts commerciaux. Ce portefeuille est décrit de façon détaillée aux pages 24 à 31 du Rapport annuel 2000, sous la rubrique « Actif au bilan et actif administré ». Cette information est incorporée par renvoi. Les prêts commerciaux, totalisant 1,3 milliard $, sont répartis à travers le Canada et gérés à travers un réseau comprenant 12 centres d'affaires commerciales et deux centres de financement aux grandes entreprises. La Banque prévoit l'ouverture de deux nouveaux centres d'affaires commerciales au cours de l'année 2001.

Une présentation plus détaillée des activités et des résultats des Services financiers aux entreprises se retrouve aux pages 13 et 14 du Rapport annuel 2000 sous la rubrique « Revue des activités ». Les résultats financiers des Services financiers aux entreprises sont présentés à la note 18 des états financiers consolidés « Information sectorielle » des pages 61 et 62 du Rapport annuel 2000. Ces textes sont incorporés par renvoi.

Courtage et marchés financiers

La Banque exerce ses activités de courtage par l'intermédiaire de sa filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.

Le 1er février 2000, Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc. a intégré les opérations de Tassé & Associés, Limitée à ses propres opérations.

Le développement de Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc. est articulé autour de trois axes : le courtage institutionnel, le courtage aux particuliers et le service aux intermédiaires.

Une présentation plus détaillée des activités et des résultats de la ligne d'affaires Courtage et marchés financiers se retrouve aux pages 14 et 15 du Rapport annuel 2000 sous la rubrique « Revue des activités ». Les résultats financiers de Courtage et marchés financiers sont présentés à la note 18 des états financiers consolidés « Information sectorielle » des pages 61 et 62 du Rapport annuel 2000. Ces textes sont incorporés par renvoi.

Services corporatifs

Les quatre lignes d'affaires de la Banque sont soutenues dans leur mission par quatre autres services qui assument les tâches corporatives : Trésorerie, Marchés financiers et Gestion de risques; Finances et Vérification; Technologies de l'information et Gestion immobilière; Ressources humaines et Affaires corporatives.

Trésorerie, Marchés financiers et Gestion de risques

Sous la responsabilité du vice-président exécutif, Trésorerie, Marchés financiers et Gestion de risques, ce service est responsable de la gestion de l'appariement de l'actif et du passif de la Banque, ainsi que de la gestion de la marge bénéficiaire. Le vice-président exécutif est président du comité de l'actif et du passif. Un vice-président et trésorier est responsable des émissions de capital.

Le vice-président exécutif, Trésorerie, Marchés financiers et Gestion de risques, est aussi président du comité de gestion des risques. Ce comité a pour mandat d'étudier l'ensemble des risques financiers et autres auxquels la Banque est exposée, d'en faire rapport à la direction de la Banque, et de recommander des correctifs, s'il y a lieu.

Le comité de gestion de l'actif et du passif de la Banque établit des politiques relatives à la gestion des risques financiers, autres que celui de crédit, et en surveille la mise en œuvre. Ce comité accorde une importance particulière à l'établissement d'un équilibre adéquat des éléments d'actif et de passif à taux d'intérêt fixe et variable, ainsi qu'aux éléments d'actif non appariés à taux fixe venant à échéance à plus d'un an. Le comité, de plus, assure un suivi mensuel de l'application des différentes politiques de trésorerie quant à la gestion du capital et des risques associés aux placements, au change étranger, à la liquidité et aux taux d'intérêt. Il fait rapport périodiquement au comité de vérification du conseil d'administration.

Le service Trésorerie, Marchés financiers et Gestion de risques comprend également la gestion des risques de crédit, pour l'ensemble de la Banque, relativement à l'autorisation du crédit à la consommation, les crédits commerciaux et le recouvrement. La Banque maintient une politique de crédit conservatrice : aucun prêt à un seul emprunteur privé ne peut dépasser 40 millions $ sans l'autorisation expresse du comité de crédit du conseil d'administration.

Les demandes de prêts excédant les latitudes déléguées doivent être soumises à un comité interne de la Banque. Celles qui excèdent la limite attribuée au comité interne doivent être soumises au comité de crédit du conseil d'administration.

Le vice-président et trésorier de la Banque est président du comité de finance dont le mandat est de fixer la tarification des produits de la Banque sur une base hebdomadaire.

Finances et Vérification

Sous la responsabilité du vice-président exécutif et chef de la direction financière, le service Finances assure la comptabilité des opérations, la planification et le contrôle financier des activités de la Banque et le développement des systèmes d'information de gestion financière, et il s'occupe de toutes les questions d'ordre fiscal. Ce secteur est également responsable de la planification stratégique et des relations avec les investisseurs.

Le secteur Vérification et Sécurité évalue, par ailleurs, de façon indépendante le caractère adéquat de la gestion des risques et des contrôles, identifie les problèmes présents ou en développement, et appuie les gestionnaires dans l'implantation des mesures correctives. Ce secteur est également responsable du service de la Sécurité.

Technologies de l'information et Gestion immobilière

Sous la responsabilité du vice-président exécutif, Technologies de l'information et Gestion immobilière, ce service est responsable de l'établissement des orientations et des stratégies en matière de technologies et de la gestion des immeubles appartenant à la Banque. Il regroupe les fonctions relatives au développement, à l'évolution des systèmes, aux infrastructures technologiques et à l'exploitation.

En 1999, le service Technologies de l'information a investi dans la mise en œuvre de son plan de conformité à l'an 2000. Il a, du même coup, modernisé l'ensemble des infrastructures technologiques et de télécommunications de la Banque, et mis en place un premier site Internet transactionnel, Natlink.com. Depuis, d'autres sites informationnels et transactionnels sont venus compléter l'offre de services de la Banque à ses diverses clientèles.

Au 31 octobre 2000, la valeur totale du matériel informatique et des logiciels de la Banque, au coût d'acquisition moins l'amortissement cumulé, s'élevait à 108 millions $.

Ressources humaines et Affaires corporatives

Sous la responsabilité de la vice-présidente exécutive, Ressources humaines et Affaires corporatives, ce secteur regroupe les fonctions relatives à la planification et au développement des ressources humaines, aux affaires publiques, aux affaires juridiques, à la conformité et au secrétariat.

Au 31 octobre 2000, la Banque comptait 3 098 employés (équivalent temps plein), dont environ 45 % sont regroupés dans un syndicat accrédité pour représenter les employés au Québec et dans la région d'Ottawa. La convention collective régissant les relations de la Banque avec ses employés syndiqués, échue le 31 décembre 1999, a été prolongée jusqu'au 30 juin 2001.

La Banque poursuit le développement de programmes de formation et de rémunération des membres de son personnel afin de stimuler et soutenir le développement de chacune de ses lignes d'affaires.
Ce secteur veille également à la promotion de l'image de marque de la Banque, en lui assurant la plus grande visibilité possible par le biais de commandites, de relations avec les médias et de programmes de relations publiques.

Le secteur Ressources humaines et Affaires corporatives est aussi responsable du secrétariat de la Banque et de ses filiales, ainsi que de l'établissement, de l'implantation et de la surveillance des programmes de conformité.

Liquidités et placements

La Banque détient un portefeuille de valeurs mobilières pour satisfaire ses besoins courants de liquidités et de placement à court et à moyen terme, et ce afin d'assurer un meilleur équilibre entre les différentes échéances des éléments de son actif et de son passif, ou tout simplement pour fins de rendement.

Les liquidités sont détaillées à la page 23 du Rapport annuel 2000 sous la rubrique « Qualité de l'actif au bilan » et au tableau 2 « Actif au bilan ». La gestion du risque de liquidité est présentée à la page 37 du Rapport annuel 2000. Le texte et le tableau sont incorporés par renvoi.

Portefeuille de prêts

Le portefeuille de prêts de la Banque est détaillé au tableau 2 « Actif au bilan », au tableau 3 « Prêts douteux » et à la rubrique « Qualité de l'actif au bilan » aux pages 23 et 24 du Rapport annuel 2000 ainsi qu'au tableau « Bilan consolidé » à la page 38 du Rapport annuel 2000. Ces textes et tableaux sont incorporés par renvoi. Les échéances de l'ensemble du portefeuille de prêts de la Banque au 31 octobre 2000 sont détaillées à la note 16 des états financiers consolidés « Risque de taux d'intérêt » des pages 60 et 61 du Rapport annuel 2000. Ce tableau est incorporé par renvoi.

Prêts douteux

Les prêts douteux au 31 octobre 2000 sont présentés au tableau 3 « Prêts douteux » de la page 28 du Rapport annuel 2000. Cette information est incorporée par renvoi. De plus, les prêts douteux et l'évolution des provisions pour pertes sur créances au cours de l'an 2000 sont présentés à la note 4 « Prêts douteux et provision pour pertes sur créances » afférente aux états financiers consolidés, aux pages 52 et 53 du Rapport annuel 2000. Cette information est incorporée par renvoi.

Au 31 octobre 2000, ces prêts douteux nets étaient de 3,4 millions $, entre 90 jours et 179 jours, et de 3,0 millions $ pour plus de 180 jours. La Banque maintient des provisions suffisantes pour couvrir ces prêts douteux. Les informations y afférentes sont présentées à la note 4 « Provision pour pertes sur créances » des états financiers consolidés aux pages 52 et 53 du Rapport annuel 2000, ainsi qu'aux pages 27 et 28 sous la rubrique « Prêts douteux » et au tableau 3 de la page 28 du Rapport annuel 2000.

Au 31 octobre 2000, la Banque n'avait pas de prêts douteux faits à des non-résidents.

Le manque à gagner d'intérêt relatif aux prêts douteux, aux prêts renégociés à taux réduit et aux prêts restructurés s'élève à 5,9 millions $ pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 2000.

Le détail des provisions pour pertes sur prêts pour les trois dernières années est présenté au tableau 10 « Provision pour pertes sur prêts » de la page 33 du Rapport annuel 2000. Cette information est incorporée par renvoi.

Les informations concernant les politiques de recouvrement de la Banque se retrouvent sous la rubrique « La gestion du risque de crédit » aux pages 36 et 37 du Rapport annuel 2000 et sous la rubrique « Qualité de l'actif au bilan » aux pages 23 et 24 du Rapport annuel 2000. Ces informations sont incorporées par renvoi.

Immeubles

La Banque est propriétaire de 40 immeubles dans lesquels sont situées 35 de ses succursales. Un certain nombre des propriétés abritant une succursale comprennent également des espaces loués pour fins résidentielles ou commerciales.

Des informations y afférentes sont présentées à la note 5 « Locaux et matériel » des états financiers consolidés à la page 53 du Rapport annuel 2000. Ces informations sont incorporées par renvoi.

Protection de l'environnement

Les lois et règlements en matière d'environnement peuvent entraîner certains risques financiers. Dans ses procédures d'évaluation du crédit et d'acquisition de biens, la Banque prend donc en considération les questions environnementales afin de veiller à ce que ses intérêts soient raisonnablement protégés. Jusqu'à maintenant, les risques découlant des questions environnementales n'ont pas eu d'effet important sur les activités ou les résultats de la Banque.

Dépôts

L'évolution des dépôts de la Banque pour les trois dernières années est présentée au tableau 5 « Dépôts » à la page 29 du Rapport annuel 2000. Ce tableau est incorporé par renvoi.

Les échéances de l'ensemble du portefeuille de dépôts de la Banque au 31 octobre 2000 sont détaillées à la note 16 B) des états financiers consolidés « Risque de taux d'intérêt » de la page 60 du Rapport annuel 2000. Ce tableau est incorporé par renvoi.

Capital

Toutes les informations sur le capital et les débentures de la Banque sont présentées à la rubrique «Capital » à la page 30 du Rapport annuel 2000, ainsi qu'à la note 10 « Capital-actions » afférente aux états financiers consolidés présentée aux pages 55 et 56 du Rapport annuel 2000. Ces informations sont incorporées par renvoi.

La description de l'actif administré se retrouve au tableau 4 « Actif administré » à la page 28 du Rapport annuel 2000. Ce tableau est incorporé par renvoi.

Concurrence

La Banque vient au septième rang des banques à charte canadienne (Annexe I). La Banque est en concurrence avec un grand nombre d'autres fournisseurs de services financiers (notamment les autres banques à charte canadienne (annexes I et II), les sociétés de fiducie et de prêt, les caisses populaires et « credit unions » et les sociétés d'assurance) dans tous les secteurs de ses activités. La Banque s'efforce de répondre à l'ensemble des besoins bancaires et financiers des particuliers et des entreprises en maintenant une gamme complète de produits hautement concurrentiels et un service de qualité supérieure.

Renseignements financiers consolidés de la Banque et de ses filiales

Les renseignements consolidés de la Banque sont présentés aux pages 42 à 63 du Rapport annuel 2000. Ces données sont incorporées par renvoi.

Opérations entre apparentés

Les opérations entre apparentés sont présentées à la note 14 « Opérations entre apparentés » afférente aux états financiers consolidés à la page 57 du Rapport annuel 2000. Cette information est incorporée par renvoi.

Restructuration importante

Entre le 22 avril 2000 et le 4 juillet 2000, B2B Trust a réalisé une restructuration (« restructuration ») dont l'objectif principal était de combiner au sein de B2B Trust la majeure partie des activités auparavant exercées par la Banque par l'entremise de sa division des services financiers aux intermédiaires (autres que les activités liées aux cartes de crédit et à l'assurance crédit ainsi qu'aux dépôts à terme) et certains autres groupes d'actifs d'une importance stratégique pour la réalisation du plan d'affaires de B2B Trust, avec les dépôts de clients de Compagnie de fiducie Sun Life. En outre, dans le cadre de la restructuration, B2B Trust a transféré à la Banque certains actifs non liés à l'activité principale de B2B Trust. En

contrepartie des actifs que la Banque a transférés à B2B Trust, ainsi qu'il est décrit ci-dessus, B2B Trust a émis 333,33 actions ordinaires à la Banque (compte tenu d'un regroupement d'actions à raison de trois pour une), versé une somme en espèces et pris en charge des obligations sous forme de dépôts dans des REER autogérés totalisant environ 150 M$. Toutes les approbations réglementaires nécessaires pour réaliser les opérations décrites ci-dessus ont été obtenues.

RUBRIQUE 4 - PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES DE LA BANQUE

Les données financières sommaires pour les six derniers exercices sont indiquées sous les rubriques « Bilan consolidé » et « État consolidé des résultats » contenues aux pages 38 et 39 du Rapport annuel 2000. Cette information est incorporée par renvoi.

Le sommaire des résultats financiers trimestriels pour les huit trimestres terminés le 31 octobre 1999 et 2000 est indiqué à la page 40 du Rapport annuel 2000 sous la rubrique « Faits saillants trimestriels ». Ce sommaire est incorporé par renvoi.

Dividendes

A l'égard des périodes indiquées ci-dessous, la Banque a versé les dividendes suivants :

	Exercice terminé le 31 octobre				
	2000	1999	1998	1997	1996
	($)	($)	($)	($)	($)
Par action ordinaire	0,94	0,92	0,92	0,90	0,76
Montant total (en milliers de dollars)	18 945	18 540	18 048	16 200	13 680
Par action privilégiée de catégorie A, série 2	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00
Montant total (en milliers de dollars)	28	28	28	28	28
Par action privilégiée de catégorie A, série 6	2,19	2,19	2,19	2,19	2,19
Montant total (en milliers de dollars)	5 250	5 250	5 250	5 250	5 250
Par action privilégiée de catégorie A, série 7	1,94	1,94	1,94	1,94	1,94
Montant total (en milliers de dollars)	3 875	3 875	3 875	3 875	3 875
Par action privilégiée de catégorie A, série 8	1,94	1,94	1,94	1,94	1,94
Montant total (en milliers de dollars)	3 875	3 875	3 875	3 875	3 875

La Banque poursuit une politique de dividendes trimestriels qui vise à distribuer entre 30 % et 40 % des revenus nets disponibles à ses actionnaires ordinaires. Ce taux a oscillé entre 44 % au premier trimestre et 19 % au dernier trimestre de l'exercice financier se terminant le 31 octobre 2000.

RUBRIQUE 5 - MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES

Au 31 octobre 2000, les actions ordinaires, les actions privilégiées de catégorie A, série 6, série 7 et série 8 étaient inscrites à la cote de la Bourse de Toronto.

RUBRIQUE 6 - CONSEIL D'ADMINISTRATION ET MEMBRES DE LA DIRECTION

En tant que groupe, les administrateurs et membres de la direction supérieure de la Banque exerçaient une emprise sur 165 201 actions ordinaires (0,73%) de la Banque en date du 8 février 2001.

Conseil d'administration

Les renseignements relatifs aux administrateurs de la Banque se retrouvent aux pages 5 et 6 de la Circulaire. Cette information est incorporée par renvoi.

Le liste des comités du conseil d'administration et de leurs membres se retrouve à la page 24 de la Circulaire. Cette information est incorporée par renvoi.

Membres de la direction

Le tableau ci-dessous indique, à la date des présentes, les noms des membres de la direction faisant partie du comité de direction (identifiés par un astérisque) et du comité de planification de la Banque, la municipalité dans laquelle ils résident, et leurs postes respectifs :

Nom et municipalité de résidence	**Poste**
Marcel Beaulieu Auteuil, Laval (Québec)	Vice-président, Services financiers aux particuliers, Région Rive-Nord, Ouest du Québec et Centre-ville de Montréal
Chantal Bélanger Île-des-Sœurs, Verdun (Québec)	Première vice-présidente, Services financiers aux particuliers, Québec
Louise Bourassa Montréal (Québec)	Première vice-présidente, Services administratifs, Services financiers aux particuliers
Jean-Guy Calvé Vimont, Laval (Québec)	Vice-président et conseiller senior, Vérification
Robert Cardinal * Brossard (Québec)	Vice-président exécutif et Chef de la direction financière, Vice-président exécutif, Finances du Trust La Laurentienne du Canada Inc., Vice-président, Finances de BLC Trust

Nom et municipalité de résidence	Poste
Jacques Daoust * Île-des-Sœurs, Verdun (Québec)	Vice-président exécutif, Services financiers aux particuliers, Président du Trust La Laurentienne du Canada Inc., Vice-président, Relations avec le réseau de Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.
Chantal Décarie Montréal (Québec)	Vice-présidente, Gestion et développement des ressources humaines
André Dubuc * Outremont (Québec)	Vice-président exécutif, Trésorerie, Marchés financiers et Gestion de risques, Vice-président, Gestion du risque de Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.
Philippe Duby Duvernay, Laval (Québec)	Vice-président, Projets et développement, Technologies de l'information
Claude Dulude Kirkland (Québec)	Vice-président, Financement commercial
Richard Fabre Westmount (Québec)	Vice-président, Services financiers aux particuliers, Région Centre-ville et Sud-Ouest de Montréal
Marco Fortier Montréal (Québec)	Premier vice-président, Orientations et Vigie, Commerce électronique
France Gagné Otterburn Park (Québec)	Vice-présidente, Rémunération et avantages sociaux
William Galbraith Newmarket (Ontario)	Vice-président, Grandes entreprises, Région Ontario et Ouest du Canada
Mario Galella Montréal (Québec)	Vice-président, Services financiers aux particuliers, Région Nord de Montréal et l'Ouest de l'Île
Michel Gendron Candiac (Québec)	Vice-président, Grandes entreprises, Région Québec
Luc Gingras St-Bruno (Québec)	Vice-président, Services financiers aux particuliers, Région Rive-Sud et Sud-Ouest de Montréal
Richard Guay * Pointe-Claire (Québec)	Vice-président exécutif, Services financiers aux entreprises, Président de BLC Capital inc., Président du conseil d'administration de Corporation financière Brome inc.

Nom et municipalité de résidence	Poste
Allan B. Hodgson London (Ontario)	Vice-président, Services financiers aux particuliers, Ontario
Paul Hurtubise Scarborough (Ontario)	Premier vice-président, Financement immobilier
Rick C. Lane Scarborough (Ontario)	Vice-président, Financement immobilier, Ontario
Richard Leclerc Candiac (Québec)	Vice-président, Produits réglementés et Centre télébancaire, Président du conseil de BLC Services financiers inc.
Jean L'Heureux Lévis (Québec)	Vice-président, Services aux entreprises
Jacques Lussier Sillery (Québec)	Vice-président, Services financiers aux particuliers, Région Québec et Est du Québec
Yves Magnan Kirkland (Québec)	Vice-président, Fiscalité
Louis Marquis Île-des-Sœurs, Verdun (Québec)	Vice-président, Crédit, Vice-président, Crédit du Trust La Laurentienne du Canada Inc., Vice-président de BLC Capital inc.
Suzanne Masson * St-Lambert (Québec)	Vice-présidente exécutive, Ressources humaines, Affaires corporatives et Secrétaire, Secrétaire du Trust La Laurentienne du Canada Inc., Secrétaire de BLC Trust
Chris McMillan Mississauga (Ontario)	Vice-président, Services financiers aux particuliers, Région Toronto métropolitain, Directeur, Respect de la conformité, Ontario de BLC Services financiers inc.
Pierre Minville Blainville (Québec)	Vice-président, Administration, Services financiers aux particuliers
Michael Murray Montréal Ouest (Québec)	Vice-président, Planification et Relations investisseurs, Chef de la direction financière de BLC Capital inc.
Marlène Otis Montréal (Québec)	Vice-présidente, Financement commercial
Marc Paradis Laval (Québec)	Premier vice-président et Contrôleur

Nom et municipalité de résidence	**Poste**
Ghislain Parent Varennes (Québec)	Vice-président, Vérification et Sécurité
Michel Pelletier * Beaconsfield (Québec)	Vice-président exécutif, Services aux intermédiaires, Assurances et Visa, Cochef de l'exploitation de B2B Trust
VP Pham * Ville Mont-Royal (Québec)	Vice-président exécutif, Technologies de l'information et Gestion immobilière
Bernard Piché * Toronto (Ontario)	Vice-président exécutif, Président du conseil de Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc., Cochef de l'exploitation et chef de la direction financière de B2B Trust
Lorraine Pilon LaSalle (Québec)	Première vice-présidente, Affaires juridiques et Conformité, et Secrétaire adjointe, Vice-présidente, Affaires juridiques et secrétaire adjointe du Trust La Laurentienne du Canada Inc., Secrétaire de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc., Vice-présidente, Affaires juridiques et secrétaire de B2B Trust
David R. Pogue Edmonton (Alberta)	Vice-président régional, Services financiers aux particuliers, Région Ouest du Canada
Réjean Robitaille Laprairie (Québec)	Vice-président et Trésorier
Henri-Paul Rousseau * Outremont (Québec)	Président et chef de la direction Président du conseil d'administration de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc., Président et chef de la direction de B2B Trust, Vice-président du conseil d'administration et chef de la direction du Trust La Laurentienne du Canada Inc., Vice-président de BLC Capital inc.
Danielle Saint-Denis Montréal (Québec)	Vice-présidente, Marketing
Claude Sasseville Montréal (Québec)	Vice-président, Services financiers aux particuliers, Région Sud-Est de Montréal
John L. Smith Mississauga (Ontario)	Premier vice-président, Financement commercial
Robert Teasdale * Toronto (Ontario)	Premier vice-président, Services financiers aux particuliers, Ontario et Ouest canadien
Jean Patrice Venne Île-des-Sœurs, Verdun (Québec)	Vice-président, Cartes de crédit, Vice-président, Détaillant de B2B Trust

Nom et municipalité de résidence	**Poste**
Alicia Zemanek Vaudreuil-Dorion (Québec)	Vice-présidente, Intégration des risques et gestion du risque opérationnel

Tous les dirigeants de la Banque mentionnés aux pages précédentes occupent le poste indiqué en regard de leur nom ou ont occupé d'autres fonctions de direction au sein de la Banque au cours des cinq dernières années, à l'exception de M. Jacques Daoust, qui avant avril 1998, était vice-président exécutif chez Trust Général du Canada; de Mme Chantal Décarie, qui avant décembre 2000, était directrice des ressources humaines chez Téléglobe Inc. et avant mars 1997, était directrice générale à l'Association des professionnels en ressources humaines du Québec; de M. Philippe Duby, qui avant février 1998, était consultant, avant août 1997, était directeur général, Système d'information chez Vidéotron Systèmes d'information et avant janvier 1997, était directeur, Développement des affaires chez Le Groupe DMR inc.; de M. André Dubuc, qui avant mars 1998, était premier vice-président chez BLC Valeurs mobilières inc., une filiale de la Banque; de M. Marco Fortier, qui avant juin 2000, était conseiller, avant 1999, était vice-président, Développement, Investissement du Groupe Vie Desjardins-Laurentienne et, avant 1996, était vice-président, Conseil et Indemnisation Canada chez Boréal Assurances; de Mme France Gagné qui, avant août 2000, était associée principale, Ressources humaines et rémunération internationale chez Bell Canada International, avant février 1999, était conseillère principale, Rémunération chez Canadien National et avant janvier 1998, était conseillère, Rémunération des cadres supérieurs chez Towers Perrin; de M. Michel Gendron, qui avant mars 1997, était premier vice-président, Financement d'entreprises de la Corporation Canadienne de Financement Limitée; de M. Luc Gingras, qui avant février 1998, était chef de section chez Diners Club, City Bank (Montréal) et avant septembre 1997, a occupé divers postes à la Banque Laurentienne du Canada; de M. Rick C. Lane, qui avant mai 1996, était vice-président, Lending chez Prenor Trust Company et a par la suite travaillé pour le liquidateur de Prenor Trust; de M. Richard Leclerc, qui avant juin 2000, était vice-président, Gestion du patrimoine à la Banque Nationale du Canada; de Mme Suzanne Masson, qui avant mai 1998, était première vice-présidente, Services corporatifs chez ING Canada; de M. Pierre Minville, qui avant janvier 2000, était directeur, Finances, Fusions et Acquisitions chez BCE Inc., avant juin 1997, était associé, Financement des Sociétés chez Gordon Capital Corporation, et avant octobre 1996, était directeur du secteur, Analyses Financières à la Banque Nationale du Canada; de M. Michael Murray, qui avant août 1998, était contrôleur adjoint chez Power Corporation du Canada; de M. Ghislain Parent, qui avant avril 1998, était conseiller principal au Fonds monétaire international, Washington D.C.

RUBRIQUE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

La Banque fournira à toute personne ou société en faisant la demande auprès du secrétaire de la Banque, 1981, avenue McGill College, 20ième étage, Montréal (Québec) H3A 3K3` :

a) lorsque les titres de la Banque font l'objet d'un placement dans le cadre d'un prospectus simplifié provisoire ou d'un prospectus simplifié :

   (i) un exemplaire de la notice annuelle de la Banque et un exemplaire de tout document ou des pages pertinentes de tout document qui y sont intégrés par renvoi;

(ii) un exemplaire des états financiers comparatifs de la Banque pour son dernier exercice financier pour lequel des états financiers ont été déposés, le rapport du vérificateur sur ces états financiers et un exemplaire des états financiers intermédiaires les plus récents que la Banque a déposés, le cas échéant, pour toute période postérieure à son dernier exercice financier;

(iii) un exemplaire de la circulaire d'information de la Banque portant sur son assemblée annuelle des actionnaires la plus récente à laquelle il y a eu élection d'administrateurs, ou un exemplaire de tout document annuel déposé en lieu et place de cette circulaire d'information, suivant le cas;

(iv) un exemplaire de tout autre document intégré par renvoi au prospectus simplifié provisoire ou au prospectus simplifié et que la Banque n'est pas tenu de fournir en vertu des sous-alinéas (i), (ii) ou (iii);

b) et à tout autre moment, un exemplaire de tout document mentionné aux sous-alinéas a)(i), (ii) et (iii), pour lequel la Banque pourra exiger des frais raisonnables si la demande est faite par une personne ou une société qui n'est pas un porteur de titres de la Banque.

Des renseignements complémentaires, portant notamment sur la rémunération et la dette des administrateurs et des dirigeants, le nom des principaux porteurs de titres de la Banque, les options d'achat d'actions et les participations des initiés dans des opérations importantes, le cas échéant, se retrouvent dans la circulaire d'information de la Banque portant sur l'assemblée annuelle des actionnaires la plus récente à laquelle il y a eu élection d'administrateurs. Des renseignements financiers complémentaires se retrouvent également dans les états financiers comparatifs de la Banque pour son dernier exercice financier.

RUBRIQUE 8 - ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Cette analyse se retrouve sous la rubrique « Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation » aux pages 21 et suivantes du Rapport annuel 2000 et est incorporée aux présentes par renvoi.